

Cahier des Clauses Administratives Particulières Commun à tous les lots

Entretien des espaces verts de la CCI Hauts-de-France et de ses structures associées – 13 lots

Réf. marché : CCIR-PATRI-2025-01



ARTICLE 1.	INTERVENANTS.....	4
1.1.	Cadre juridique de l'opération : groupement de commande	4
1.2.	Représentation de l'acheteur	4
1.3.	Représentation du titulaire	4
1.4.	Sous-traitance	5
1.5.	Co-traitance.....	5
ARTICLE 2.	OBJET DU CONTRAT	5
3.1.	Décomposition de la prestation et forme contractuelle	5
3.2.	Nature de la prestation	7
3.3.	Présentation des bons de commande	7
3.4.	Options (au sens du droit de l'Union Européenne)	8
3.5.	Exclusivité.....	8
3.6.	Clause d'insertion par l'économie.....	8
ARTICLE 4.	DOCUMENTS contractuels	18
ARTICLE 5.	DURée contractuelle et délais d'exécution	19
5.1.	Durée du contrat.....	19
5.2.	Délais.....	19
5.3.	Prolongation du délai d'exécution	20
5.4.	Planning d'intervention.....	20
ARTICLE 6.	PRIX et conditions de paiement	20
6.1.	Nature des prix.....	20
6.2.	Contenu des prix	20
6.3.	Variation des prix	21
6.4.	Initiative du calcul de la variation des prix.....	21
6.5.	Clause butoir et de sauvegarde	22
6.6.	Frais de coordination	22
6.7.	TVA	22
ARTICLE 7.	CONDITIONS DE PAIEMENT	22

7.1.	Délai de paiement	22
7.2.	Régime des paiements	23
7.3.	Facturation	23
7.4.	Paieement des cotraitants	25
7.5.	Paieement direct des sous-traitants	25
7.6.	Avance	27
ARTICLE 8.	Obligations et MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	27
8.1.	Obligations générales.....	27
8.5.	Obligation de conseil et d'information	28
8.6.	Obligation à la charge du personnel affecté sur site	29
8.7.	Obligations portant sur les vêtements de travail.....	29
8.8.	Réunion de lancement	29
8.9.	Clauses environnementales	30
8.10.	Modification de périmètre : ajout de site	30
8.13.	Clause de réexamen	30
ARTICLE 9.	contrôle des prestations.....	33
ARTICLE 10.	PENALITES.....	33
ARTICLE 11.	RESILIATION, SANCTIONS et FIN DU CONTRAT	34
ARTICLE 12.	ASSURANCES	36
ARTICLE 13.	NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD	36
ARTICLE 14.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	37

ARTICLE 1. INTERVENANTS

1.1. Cadre juridique de l'opération : groupement de commande

Le présent contrat est passé en groupement de commandes regroupant :

- CCI Hauts-de-France,
- SCI Grand Hainaut,
- SCI POLECO,
- SCI Immartois,
- SCI CREIMMO 2,
- SCI Littoral Hauts-de-France

Ce groupement de commandes a été formé par la conclusion d'une convention constitutive entre les membres du groupement.

Le coordonnateur est la CCI Région Hauts-de-France. Elle est chargée de procéder, dans le respect des règles prévues au Code de la Commande Publique, à l'ensemble des opérations de passation, de signature, de notification et d'exécution du marché, à l'exception du règlement des factures et de la gestion des demandes d'interventions courantes et exceptionnelles qui peuvent être assurées par chacun des membres directement.

À ce titre, le coordonnateur a en charge la préparation, la passation, la signature, la notification du présent contrat.

Chacun des membres du groupement assurera l'exécution pour la part qui le concerne.

1.2. Représentation de l'acheteur

CCI de région HAUTS-DE-FRANCE

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Et en groupement de commande composé des structures suivantes :

- **SCI Grand Hainaut**, 1 avenue Sénateur Girard – 59300 Valenciennes
- **SCI POL ECO**, 3 avenue Sénateur Girard – 59300 Valenciennes
- **SCI IMMARTOIS**, 8 rue du 29 juillet – 62000 Arras
- **SCI CREIMMO 2**, 24 Boulevard des Alliés – 62100 Calais
- **SCI Littoral Hauts-de-France**, 24 Boulevard des Alliés – 62100 Calais

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, le/les interlocuteurs techniques du représentant du pouvoir adjudicateur sont désignés au titulaire dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché public (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide). Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, le représentant de l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

L'ordonnateur est le Président de la CCI de région Hauts-de-France dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

1.3. Représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire du marché indique le nom et les coordonnées professionnelles d'un interlocuteur unique (la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations et du suivi administratif et en charge de l'encadrement pour les marchés réservés) dès la notification.

1.4. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Dispositions relatives aux lots réservés :

Seuls les sous-traitants répondant aux conditions de la réservation pourront être déclarés auprès de l'acheteur et/ou du facilitateur.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant, soit 80% des heures travaillées.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

1.5. Co-traitance

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution du contrat, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier le contrat. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le contrat sera résilié.

ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet l'entretien des espaces verts des différents sites de la CCI Hauts-de-France et de ses structures associées.

Le détail des prestations à réaliser figure dans les CCTP propre à chaque lot.

ARTICLE 3. STRUCTURE ET FORME CONTRACTUELLES

3.1. Décomposition de la prestation et forme contractuelle

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article R2124-2 du code de la commande publique.

Le marché donnera lieu à un allotissement géographique défini comme suit :

N° de lot	Intitulé du lot	Spécificité du lot
1	Espaces Verts – ARTOIS	Classique (non-réservé)
2	Espaces Verts - ARTOIS	Réservé aux Entreprises Adaptées (EA)
3	Espaces Verts – GRAND LILLE	Réservé aux Entreprises Adaptées (EA)
4	Espaces Verts – PARC D'ACTIVITES GRAND LILLE	Classique (non-réservé)
5	Espaces Verts – LITTORAL HDF : Secteurs de Boulogne sur Mer, Calais, Dunkerque et Saint-Omer	Réservé aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)
6	Espaces Verts – LITTORAL HDF : Secteurs d'Abbeville et de Oust-Marest	Réservé aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)
7	Espaces Verts – GRAND HAINAUT – Tonte, débroussaillage et nettoyage	Classique (non-réservé)
8	Espaces Verts – GRAND HAINAUT – Entretien, taille des massifs-haies et abattage	Classique (non-réservé)
9	Espace Verts – OISE : Secteur de Beauvais	Classique (non-réservé)
10	Espaces Verts – OISE : Secteur de Nogent sur Oise	Classique (non-réservé)
11	Espaces Verts – OISE : Secteur de Compiègne	Classique (non-réservé)
12	Espaces Verts – AISNE	Classique (non-réservé)
13	Espaces Verts – PORTS DE LILLE	Classique (non-réservé)

En vertu de l'article L2113-12 du Code de la commande publique, les lots 2 et 3 sont réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L5213-13 du Code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

En vertu de l'article L2113-13 du code de la commande publique, les lots 5 et 6 sont réservés à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L5132-4 du Code du travail et à des structures équivalentes lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, des travailleurs défavorisés.

Ce marché prendra la forme (excepté le lot 4 « Espaces Verts – Parcs d'activité Grand Lille (Classique) ») :

- D'un marché ordinaire, à prix global et forfaitaire, propre à chacun des lots qui comprend l'entretien courant des espaces verts.
- D'un accord-cadre mono attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande pour l'entretien exceptionnel conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du Code de la commande publique.

Le lot 4 « Espaces Verts – Parcs d'activité Grand Lille (Classique) prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande pour les prestations d'entretien courant et les prestations d'entretien exceptionnel, conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du Code de la commande publique.

Les montants des accords-cadres sont fixés selon les limites de commande annuelle suivantes :

N° de lot	Intitulé du lot	Montants des accords-cadres
1	Espaces Verts – ARTOIS (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 20 000 € HT
2	Espaces Verts – ARTOIS (Réservé aux EA)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 10 000 € HT
3	Espaces Verts – GRAND LILLE (Réservé aux EA)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 30 000 € HT
4	Espaces Verts – PARC D'ACTIVITES GRAND LILLE (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 50 000 € HT
5	Espaces Verts – LITTORAL HDF : Secteurs de Boulogne sur Mer, Calais, Dunkerque et Saint-Omer (Réservé aux SIAE)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 10 000 € HT
6	Espaces Verts – LITTORAL HDF : Secteurs d'Abbeville et de Oust-Marest (Réservé aux SIAE)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 10 000 € HT
7	Espaces Verts – GRAND HAINAUT – Tonte, débroussaillage et nettoyage (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 10 000 € HT
8	Espaces Verts – GRAND HAINAUT – Entretien, taille des massifs-haies et abattage (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 15 000 € HT
9	Espace Verts – OISE : Secteur de Beauvais (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 20 000 € HT
10	Espaces Verts – OISE : Secteur de Nogent sur Oise (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 20 000 € HT
11	Espaces Verts – OISE : Secteur de Compiègne (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 20 000 € HT
12	Espaces Verts – AISNE (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 6 000 € HT
13	Espaces Verts – PORTS DE LILLE (Classique)	Sans montant minimum – Montant maximum annuel de 40 000 € HT

3.2. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

3.3. Présentation des bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent a minima les informations suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximaux de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,

- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC,

Chaque bon de commande fera l'objet d'une acceptation expresse par le titulaire (retour au représentant du pouvoir adjudicateur par courriel d'une copie du bon de commande signée) dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception du document, par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler, par écrit, ses observations éventuelles au représentant de l'acheteur. Passé ce délai, la forme et le fond de la commande seront jugés admis par le titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter les conditions fixées par chaque bon de commande.

Les prestations seront exécutées à l'adresse et dans les délais indiqués dans le bon de commande.

3.4. Options (au sens du droit de l'Union Européenne)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, de passer sous forme de marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence des marchés de services ou travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

3.5. Exclusivité

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du présent accord-cadre.

3.6. Clause d'insertion par l'économie

3.6.1. Pour les lots réservés (2, 3, 5 et 6)

3.6.1.1. Le principe de la clause sociale

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières **sur les lots 2, 3, 5 et 6**.

Les publics éligibles :

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser le contenu du marché avec des personnes reconnues travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du Département ou avec des personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories définies comme éligible à l'insertion par l'activité économique ([Arrêté du 12 avril 2022 modifiant l'arrêté du 1^{er} septembre 2021 fixant la liste des critères d'éligibilité des personnes à un parcours d'insertion par l'activité économique et des prescripteurs mentionnés à l'article L5132-3 du Code du travail](#))

Il sera demandé aux attributaires de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par un facilitateur de la clause sociale dont les coordonnées seront communiquées lors de la réunion de lancement.

Volume d'heures de travail réservées

L'attributaire, pour réaliser le contenu du marché devra mobiliser à minima, 80% des heures de travail à des personnes en insertion.

- RQTH valide pour les marchés réservés au handicap
- Répondant aux critères d'éligibilités des structures de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) pour les marchés qui leurs sont réservés

Ou aux deux catégories quand le marché est réservé à l'IAE et au Handicap

Les autres salariés ou personnes mises à disposition de l'attributaire, ne répondant à la définition des publics en insertion ne pourront assumer plus de 20% des heures travaillées à la réalisation du contenu du marché.

Comptabilisation des heures :

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- **Les heures de travail rémunérées**
- **les heures de formation réalisées** en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire) ou en période de professionnalisation.
- **les congés payés**, pris à l'occasion de ce marché.
- **les jours fériés**, pris sur ce marché.
- **les jours d'intempéries** (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- **les arrêts maladie**, pris à l'occasion de ce marché.
- **les accidents de travail.**
- **les congés exceptionnels** (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

La règle générale de calcul de la durée d'exécution

À compter de sa première embauche, quelle que soit la nature et le porteur du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

Globalisation

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès de l'acheteur et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et **l'acheteur**. Elle peut être recevable par le facilitateur et **l'acheteur** si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

3.6.1.2. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée la structure porteuse du facilitateur dont les coordonnées sont les suivantes :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant la période de consultation :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion.

Durant la durée d'exécution du marché :

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires).
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel).
- De suivre l'application de la clause pour l'acheteur,
- Faciliter les relations entre l'acheteur, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

3.6.1.3. Modalités d'exécution et de contrôle

3.6.1.3.1. Dispositions générales

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est soumis.

A cet effet, le facilitateur produira, à la demande de l'acheteur ou de l'entreprise, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 10.5 du présent CCAP.

De façon trimestrielle, le titulaire fournira (sous quinzaine maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

A la notification du marché, le facilitateur transmet au titulaire les documents relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Lors de l'exécution du marché les documents suivants sont à renseigner et à transmettre au facilitateur le quinze (15) du mois suivant la fin de chaque trimestre d'exécution :

- Le contrat de travail ou une fiche de prescription reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, le lieu de travail, les heures hebdomadaires, mensuelles et annuelles ;
- L'attestation trimestrielle (datée et signée) ou les fiches de paie indiquant le lieu de réalisation.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par l'acheteur ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

3.6.1.3.2. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer l'acheteur et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, l'acheteur peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai l'acheteur et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

3.6.1.3.3. Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, l'acheteur applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

3.6.1.3.4. Règles liées au respect du RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du **donneur d'ordre**, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1^{er}) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 85 rue des Ursulines, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

3.6.1.4. L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

Au cours et à l'issue des travaux, l'attributaire du marché s'engage à faciliter et accompagner toutes les possibilités d'embauches ultérieures proposées sur le marché du travail local par les opérateurs économiques.

3.6.2. Pour les lots non réservés (1, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13)

3.6.2.1. Le principe de la clause sociale

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Pour les lots 1, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de leur exécution, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Les publics éligibles

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les publics reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

3.6.2.2. Volume d'heures de travail réservées

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution des lots 1, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, sur les lots concernés, le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent marché (y compris la ou les période(s) de reconduction), à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de dix (10) heures par tranche de dix mille (10 000) euros H.T de prestations facturées (prestation forfaitaire et par bon de commande), pour un ensemble de commandes supérieures à 100 000 € HT.

Si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieure à 100 000€, aucune heure d'insertion ne sera exigée à l'entreprise adjudicataire. A partir 100 000€ de commande, l'entreprise devra consacrer 100 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 10 heures supplémentaires par tranche de 10 000€.

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande en prenant compte de la partie forfaitaire.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, les commandes effectuées les quatre derniers mois du marché ne seront pas prises en compte dans le calcul du volume d'heure d'insertion.

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 100 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Dans le cas où une même entreprise serait titulaire de plusieurs lots, le calcul de la volumétrie de la clause sociale sera réalisé sur la totalité du volume des commandes.

3.6.2.3. Comptabilisation des heures

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures travaillées rémunérées
- les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire) ou en période de professionnalisation.
- les congés payés, pris à l'occasion de ce marché.
- les jours fériés, pris sur ce marché.
- les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché.
- les accidents de travail.
- les congés exceptionnels (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

3.6.2.4. Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures

3.6.2.4.1. La règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

3.6.2.4.2. Les cas particuliers

Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion au cours de la deuxième année, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois supplémentaires à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée.

3.6.2.5. Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençant a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire (ETT), ...

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

3.6.2.6. En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et l'acheteur afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

3.6.2.7. Globalisation

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et l'acheteur. Elle peut être recevable par le facilitateur et l'acheteur si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

3.6.2.8. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion

Durant la durée du marché :

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- De suivre l'application de la clause pour l'acheteur,
- Faciliter les relations entre l'acheteur, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

3.6.2.9. Modalités d'exécution et de contrôle

3.6.2.9.1. Dispositions générales

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est soumis.

A cet effet, le facilitateur produira, à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 10.6 du présent CCAP.

Le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par l'acheteur ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

3.6.2.9.2. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer l'acheteur et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, l'acheteur peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai l'acheteur et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

3.6.2.9.3. Défaillance de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, l'acheteur applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

3.6.2.9.4. Règles liées au respect du RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du **donneur d'ordre**, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1^{er}) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 85 rue des Ursulines, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

3.6.2.9.5. L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (plans) ;
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) / Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- Le planning d'intervention
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande émis au fur et à mesure de l'exécution ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

4.2. Pièces non contractuelles

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- Les détails quantitatifs estimatifs – **propres à chaque lot** – pour **les prestations exceptionnelles**

ARTICLE 5. DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1. Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de douze (12) mois consécutifs à compter de la date figurant sur le courrier de notification.

Cela s'applique à tous les lots.

Le contrat est reconductible trois (3) fois maximum de manière tacite pour une période de douze (12) mois, soit une durée globale de quarante-huit (48) mois maximum.

En cas de non-reconduction, le titulaire se verra notifier une décision par voie expresse au minimum 2 mois avant la date anniversaire du contrat. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La reconduction intervient :

- Au plus tôt à compter de la date de notification du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum périodique
- Au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de la date de notification du marché

Si le montant maximum est atteint avant la date anniversaire du renouvellement de l'accord-cadre, la périodicité suivante pourra débuter par anticipation à une date convenue entre les 2 parties par le biais d'une modification. Si le montant maximum de la dernière périodicité est atteint avant le terme du marché, le marché prend fin de plein droit.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée du marché public.

5.2. Délais

Pour les **prestations récurrentes donnant lieu à des prix forfaitaires**, l'exécution des prestations commencera à la date de notification du contrat.

Pour les prestations exceptionnelles donnant lieu à bons de commande :

La durée maximale d'exécution des bons de commande est fixée à un (1) mois. Les délais d'exécution des bons de commande sont fixés dans chaque bon de commande.

Les bons de commande courent à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la date de leur réception par le titulaire.

L'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité du marché public, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché public en cas d'inachèvement des prestations à la fin du marché public, étant précisé que le délai d'exécution ne peut excéder 3 à 6 mois après la date de validité de l'accord-cadre.

5.3. Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire doit signaler immédiatement à l'acheteur, par courriel, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution des prestations ponctuelles et/ou du bon de commande pour les prestations exceptionnelles, dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait d'un événement revêtant le caractère de force majeure ou du fait de l'acheteur, une prolongation du délai est accordée, dans les conditions visées à l'article 13.3 du CCAG.

En revanche, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, s'il le juge nécessaire, de faire application des pénalités prévues au présent CCAP.

5.4. Planning d'intervention

Chaque année, et ce avant le 1^{er} avril, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur le planning prévisionnel de l'ensemble des prestations devant être réalisées pour une année en tenant compte des fréquences fixées dans les CCTP propres à chacun des lots.

Pour 2025, ce planning devra être transmis lors de la réunion de lancement suivant la notification du présent marché. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de modifier ce planning en cours d'année, en accord avec le Titulaire.

A défaut de remise de ce planning, il sera fait application d'une pénalité telle que prévue à l'article 10 du CCAP.

ARTICLE 6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Nature des prix

Les prix du marché public sont hors TVA. Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Tous les prix donnés dans l'offre sont présentés hors taxes et toutes taxes avec spécification de celles-ci ou de l'exonération de ces taxes le cas échéant.

Le marché public est conclu en euros.

6.2. Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;

- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par l'acheteur.

6.3. Variation des prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du contrat sont définitifs et révisibles suivant les modalités ci-dessous :

Les prix du contrat sont révisibles annuellement.

L'indice de référence I retenu est : Index divers de la construction – EV4 – Travaux d'entretien d'espaces verts – Base 2010 (Identifiant 001711017).

Les prix du marché sont révisibles à la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I_m - 4 / I_0)$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix initial du contrat

I = indice ou index de référence défini ci-dessus

I0 = valeur de l'indice ou index au mois M0

I_{m-4} = valeur de l'indice ou index à la date anniversaire de révisions moins 4 mois

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre initial, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- Le ou les indice(s) fixé(s) initialement pourront être adaptés,
- Un ou des indice(s) supplémentaire(s) pourront être ajoutés,
- La périodicité des révisions pourra être revue,
- Toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

6.4. Initiative du calcul de la variation des prix

La demande de révision des prix doit émaner du titulaire du marché. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par voie postale (CCIR HAUTS-DE-FRANCE) ou par mail (achats@hautsdefrance.cci.fr) à minima deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat.

La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Le pouvoir adjudicateur peut soit accepter la demande soit demander au titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par la Direction des Achats.

6.5. Clause butoir et de sauvegarde

L'évolution des prix résultant de la clause de variation des prix est limitée à 3 % par année. En cas de dépassement de ce butoir, les parties pourront convenir de son évolution par voie d'avenant. Si les prix des prestations venaient, lors des ajustements pratiqués, à dépasser l'augmentation de 3% par an fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir pour déterminer les nouveaux prix du marché.

En complément et par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-FCS, si la hausse des prix excède le butoir défini ci-dessus sur une période de douze (12) mois, le contrat pourra être résilié par l'acheteur, sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

6.6. Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

6.7. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le marché public est conclu en euros.

ARTICLE 7. CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

7.2. Régime des paiements

Pour les prestations récurrentes donnant lieu à un prix forfaitaire :

Les prestations du contrat sont réglées après service fait. A la suite de la notification de la réception des prestations, le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement correspondant au paiement du solde indiquant les prestations réellement exécutées.

Les factures seront établies et envoyées aux adresses de facturation du site concerné. Les adresses de facturation seront transmises au titulaire du lot et seront distinguées selon les entités du groupement.

Pour les prestations exceptionnelles donnant lieu à des bons de commande :

Les prestations exceptionnelles donnent lieu à paiements partiels définitifs par bon de commande ou pour un ensemble de bons de commande.

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement de façon à arrêter le montant à régler. Lorsqu'il modifie le montant, il notifie au titulaire par courriel le montant arrêté. Le titulaire en accuse réception sans délai, afin de donner une date certaine à cette réception. Passé un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date de notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

7.3. Facturation

Dispositions communes :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Les références du marché à savoir : CCIR-PATRI-2025-01 ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, le règlement ne pourra être effectué.

Pour les sites en groupement de commande, les adresses mails de facturation sont les suivantes :

SCI GRAND HAINAUT
1 Avenue Sénateur Girard
59300 Valenciennes

Mail facturation : r.thouvenin@scigh.fr

SCI POL'ECO
3 Avenue Sénateur Girard
59300 Valenciennes

Mail facturation : j.parisi@grandhainaut.cci.fr

SCI IMMARTOIS
08 rue du 29 juillet
62008 Arras cedex

Mail facturation : j.due@artois.cci.fr

SCI CREIMMO 2
24 boulevard des Alliés
62100 Calais
Mail facturation : h.pollet@littoralhautsdefrance.cci.fr

SCI LHDF
24 boulevard des Alliés
62100 Calais
Mail facturation : h.pollet@littoralhautsdefrance.cci.fr

Les adresses mails de facturation seront confirmées durant l'exécution des prestations.

Concernant les sites de la CCI Région Hauts-de-France, la facturation sera effectuée sur le portail Chorus Pro.

Les factures seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes du marché (Titulaire et Pouvoir Adjudicateur) ;
- Nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale ;
- Les références du marché
- Le numéro du bon de commande
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date, le lieu, les prestations exécutées,
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant à payer,

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, ces dernières seront retournées et le règlement ne pourra être effectué. Le paiement interviendra 30 jours au plus tard après la réception et validation de la facture complète et conforme aux prestations exécutées.

CHORUS PRO :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

7.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement. Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, la demande de paiement peut être répartie entre les membres du groupement ; la demande de paiement globale présentée par le mandataire au représentant du pouvoir adjudicateur précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée au marché public.

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Chaque membre doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire vise la demande pour la transmission vers le représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

7.5. Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il fournit à cet effet un acte spécial dûment complété (formulaire DC4) et produire les éléments suivants pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du contrat :

- les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique,
- un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix le cas échéant,
- une attestation d'assurances comme indiquée à l'article "Assurance" du présent cahier en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire ou BIC ou IBAN,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le sous-traitant,
- les capacités professionnelles du sous-traitant le cas échéant,
- toutes justifications permettant de vérifier que le sous-traitant s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux articles L8222-1 et L8222-4 du code du travail.
- Les preuves d'appartenance à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou à une Entreprise Adaptée (EA) pour les lots réservés.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom de l'acheteur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :

CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE
TSA 11540
59040 LILLE CEDEX

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de groupement, si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Il incombe au maître d'ouvrage, lorsqu'il a connaissance de l'exécution, par le sous-traitant, de prestations excédant celles prévues par l'acte spécial et conduisant au dépassement du montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct, de mettre en demeure le titulaire du marché ou le sous-traitant de prendre toute mesure utile pour mettre fin à cette situation ou pour la régulariser, à charge pour le titulaire du marché, le cas échéant, de solliciter la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité et celle de l'acte spécial afin de tenir compte d'une nouvelle répartition des prestations avec le sous-traitant.

Conseil d'Etat, 2 décembre 2019, Département du Nord, req. n°422307, publié aux Tables.

7.6. Avance

L'option B de l'article 11 du CCAG s'applique.

Pour les prestations récurrentes donnant lieu à prix forfaitaires :

Si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée sur la part du marché public non soustraite, dans les conditions prévues à aux articles R 2191-6 à R 2191-12 du code de la commande publique. L' avance est prévue si le montant des prestations à prix forfaitaires est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le montant de cette avance est fixé à 10 % du montant initial TTC du marché public, diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct, et sous réserve des dispositions prévues à l'article R 2193-10 du code de la commande publique.

Pour les prestations exceptionnelles donnant lieu à bons de commande :

Si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions prévues aux articles R 2191-7 à R 2191-12, R 2191-15 et R 2191-16 du code de la commande publique.

Le montant de cette avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande (si celui-ci est supérieur à 50000 € HT et que sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq (65) % du montant initial TTC du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué sur les sommes dues au titulaire dès la 1^{ère} demande de paiement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Obligations générales

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'essentiel des prestations à effectuer au titre du présent marché se déroulera sur les sites des CCI détaillées dans chaque CCTP (des immeubles professionnels en activité, des bâtiments logistiques, des maisons d'habitation, l'hôtel consulaire ; les agences locales consulaires, les centres de formation, des pépinières d'entreprises, etc.).

Les clés des locaux non occupés en permanence ou momentanément fermés (repos hebdomadaire, congés) seront tenues à la disposition des entreprises.

Le titulaire s'engage par la remise de son offre à réaliser une prestation de haute qualité et un travail soigné, notamment en respectant les lieux et leurs équipements, en utilisant les protections adaptées.

Il est également précisé que toute détérioration (ouvrages existants, matériels propres aux différentes CCIL, installations diverses) entrainera à la charge du titulaire, une obligation de remplacement de qualité identique à l'existant.

Le titulaire mettra à disposition du personnel compétent pour pouvoir exécuter toutes les tâches objet du présent contrat.

Il justifiera pour son personnel des formations nécessaires conformément aux dispositions légales et professionnelles ainsi que toutes les habilitations de son personnel au regard de la réglementation en vigueur.

8.2. Niveau d'obligation

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le CCTP.

8.3. Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du contrat et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du contrat et ce, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, sans mise en demeure et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscrétions commises.

8.4. Connaissance des éléments afférents à l'exécution contractuelle

Le titulaire est réputé :

- avoir apprécié exactement la nature, l'importance et les particularités de ce qui est demandé,
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du représentant de la personne publique.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les réserves ci-dessus énoncées.

8.5. Obligation de conseil et d'information

Le titulaire a une obligation générale de conseil et notamment d'information à l'égard du Pouvoir Adjudicateur. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis au Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- Faire bénéficier le Pouvoir Adjudicateur de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience,
- Fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations,

- Prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent marché,
- Solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations,
- Conseiller le Pouvoir Adjudicateur sur les possibilités d'adopter une démarche environnementale sur l'ensemble du projet et/ou lors de ses préconisations d'aménagements.

8.6. Obligation à la charge du personnel affecté sur site

Par le présent CCAP, le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes.

En aucun cas, le personnel affecté sur le site ne devra :

- Pénétrer dans les locaux non recensés,
- Se servir de matériel n'étant pas la propriété du titulaire, sauf autorisation expresse du propriétaire du matériel,
- Utiliser à titre personnel le téléphone, photocopieur, ordinateur, etc.
- Prendre des repas à l'intérieur des locaux,
- Accomplir des tâches en état d'ivresse ou sous l'influence de produits illicites,
- Provoquer des désordres sur le lieu de travail,
- Tenir des réunions sur le site,
- Distribuer des brochures, tracts, journaux et autres documents,
- Introduire des marchandises destinées à être vendues,
- Manquer de respect au personnel de la CCI,
- Dégrader les locaux,
- Récupérer pour leur compte ou celui d'un tiers tout matériel, document ou objet appartenant à la CCI, y compris celui même semblant avoir été laissé à l'abandon,
- Veiller au respect des règles spécifiques liés aux sites certifiés (ISO),
- Respecter les règles et mesures sanitaires mises en place liées au COVID-19.

8.7. Obligations portant sur les vêtements de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail comportant en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

8.8. Réunion de lancement

Pour chaque lot, une réunion de préparation d'une durée de deux (2) heures maximums entre les représentants du Pouvoir Adjudicateur et le titulaire aura soit lieu dans les locaux de la CCI locale ou de la structure associée, soit par visioconférence, après la notification.

Lors de cette réunion de lancement, le titulaire devra transmettre le planning d'intervention pour la première année.

Pour l'ensemble des lots (hormis le lot n°4), son prix est compris dans les prix remis dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Pour le lot n°4, le prix de cette réunion de lancement est compris dans les prix remis au bordereau des prix unitaires.

8.9. Clauses environnementales

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le présent marché comprend des conditions d'exécution à caractère environnemental telles que définies aux CCTP.

En sus, les véhicules et engins motorisés utilisés par le titulaire seront entretenues et contrôlés conformément à la réglementation en vigueur afin de limiter les émissions atmosphériques (notamment CO2 et particules). Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les émissions de poussières, les particules dans l'atmosphère et les projections liées à ses activités.

8.10. Modification de périmètre : ajout de site

Le pouvoir adjudicateur précise qu'il pourra faire application de la présente clause de réexamen en cas d'ouverture de nouveaux espaces verts pendant la durée du marché.

En cas d'application de la présente clause, il est convenu que les parties se rapprocheront afin de définir les modalités techniques et financières des prestations récurrentes :

- 1) Dans l'hypothèse où les négociations aboutiraient, un avenant sera formalisé et signé par les parties afin de préciser les termes de l'accord.
- 2) A défaut, le pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de lancer une nouvelle mise en concurrence portant sur le périmètre susvisé.

Pour les prestations exceptionnelles, le titulaire sera tenu de les entretenir aux prix et conditions du Bordereau des Prix Unitaires du présent marché.

8.11. Modification de périmètre : réduction des surfaces ou suppression de sites

En cas de rétrocession des espaces verts à un tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réduire les surfaces ou de supprimer les sites du présent marché, et ce, sans dédommagement vis-à-vis du titulaire.

La mise en place de cette clause de réexamen se fera par le biais d'une négociation entre les parties afin de fixer les nouvelles modalités techniques. Les termes de l'accord seront formalisés par un avenant signé des parties.

8.12. Ajustement de prestations

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, de retirer ou d'ajouter des prestations en cas de survenance, en cours d'exécution du présent marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont devenus nécessaires ou qu'ils n'ont pas été prévus initialement.

8.13. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur prévoit dans le cadre du présent contrat, la clause de réexamen suivante :

Modification du BPU en cas de changement, de disparition d'une référence de produit ou d'ajout d'un prix ou d'un nouveau produit :

En cas de changement d'une référence dans le BPU (cessation de produit, etc.) du contrat, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur et proposera un produit de qualité équivalente pour un coût égal ou inférieur du produit remplacé.

A cette fin, le titulaire fournira à l'acheteur tout document lui permettant d'apprécier l'équivalence. Le cas échéant, la substitution sera convenue par avenant.

En cas d'évolution technologique d'une fourniture objet du présent contrat ou de l'apparition d'une solution technique innovante, les parties pourront convenir de la substitution de la référence concernée par une autre dont le coût est égal ou inférieur à celui du produit remplacé, même en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges. Cette hypothèse de substitution peut être à l'initiative de chacune des parties. Dans le cas où le coût de la référence de remplacement serait supérieur à celui de la référence initiale, celui-ci ne pourra être supérieur à 5% du montant initial du produit remplacé.

La substitution doit être de nature à améliorer les caractéristiques techniques de la référence visée ou réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication. A cette fin, le titulaire fournira à l'acheteur tout document permettant de justifier le caractère innovant / l'évolution technologique de la référence proposée (attestations, fiches techniques, etc.). La substitution est formalisée par un avenant.

Augmentation du montant maxi de l'accord-cadre :

Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre ou du lot de l'accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le ou les titulaires. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre ou du lot de l'accord-cadre dans la limite de 10 % du maximum initial.

Modification ou ajout de la clause de révision de prix :

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre initial, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indice.s fixé.s initialement pourront être adaptés
- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
- la périodicité des révisions pourra être revue
- toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

Circonstances imprévisibles :

A - Evolution des prix du marché :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'évènements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour évènements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

ARTICLE 9. CONTROLE DES PRESTATIONS

9.1. Opérations de vérification quantitatives et qualitatives

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Un rapport d'intervention devra être remis par le titulaire dans les conditions fixées dans les CCTP propres à chaque lot.

Le Pouvoir Adjudicateur procédera à des opérations de contrôle planifiées ou inopinées de la conformité des prestations.

A cet effet, il établira contradictoirement une fiche de contrôle signée par le responsable du site et le personnel du titulaire.

9.2. Admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

Conformément à l'article 30 du CCAG-FCS, toute prestation non conforme fait l'objet de réserves portées à la connaissance du titulaire et donne lieu à une décision d'ajournement, de réfaction de prix ou de rejet partiel ou total.

Dans l'hypothèse d'une fiche de contrôle ayant obtenu un avis défavorable, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter une nouvelle exécution des prestations concernées sans supplément de prix. La décision d'intervention par le prestataire devra alors intervenir dans les 24 heures suivant la connaissance de l'évènement incriminé.

9.3. Personnes en charge des vérifications des prestations

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les représentants de l'acheteur, désignés selon les conditions fixées à l'article 1.1 du présent CCAP.

ARTICLE 10. PENALITES

Le titulaire ne respectant pas les conditions d'exécution du marché sera exposé aux pénalités définies ci-après.

Toutes les pénalités définies ci-dessous sont cumulables entre elles sur simple constatation du Pouvoir Adjudicateur et valables pour le titulaire et ses sous-traitants éventuels.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

10.1. Pénalités pour défaillance dans la prestation

En cas de défaillance à l'obligation de résultat incombant au titulaire du marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300€ par constatation du Pouvoir Adjudicateur.

10.2. Pénalités pour non remise des documents relatifs à l'exécution du marché

En cas de retard dans la transmission du planning prévisionnel d'intervention prévu à l'article 5.4 du présent CCAP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150€ par jour calendaire de retard.

10.3. Pénalités pour non-respect des délais à la date d'exécution ou à la non-exécution de la prestation

Si le délai d'exécution ou la durée d'exécution n'est pas respecté du fait du titulaire ou si la prestation n'est pas exécutée, il sera fait application d'une pénalité de 150€ par jour calendaire de retard lorsque le retard est imputable au titulaire.

10.4. Perte de clés et moyens électroniques d'accès

Pour l'ensemble des lots (hormis le lot 13) :

En cas de perte de clés ou des moyens électroniques d'accès, il sera fait application d'une pénalité de 150 € après constatation du Pouvoir Adjudicateur.

Pour le lot 13 : Espaces verts – Ports de Lille :

En cas de perte de clés ou des moyens électroniques d'accès, il sera fait application d'une pénalité de 1000 € après constatation du Pouvoir Adjudicateur. Au surplus, il sera à la charge du titulaire, le remplacement de tous les cylindres ayant les mêmes caractéristiques afin que le site soit toujours sécurisé.

10.5. Pénalités relatives aux prestations courantes et exceptionnelles jugées insuffisantes

Si un rapport d'intervention contient des prestations jugées « moyennes » et/ou « insuffisantes », le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de cinq (5) % du montant en € HT du forfaitaire des prestations courantes ou une pénalité de cinq (5) % du montant en € HT du montant du bon de commande.

10.6. Pénalités en cas de non-respect des engagements en matière d'insertion

Dans le cas où le titulaire n'exécuterait pas son engagement en matière d'insertion, les pénalités suivantes pourront être appliquées sans mise en demeure préalable :

- **Absence au rendez-vous fixé par l'acheteur autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché** : le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de cinq (5) % du montant en € HT non révisé du forfait.
- **Absence de transmission d'information trimestrielle** sur la mise en œuvre des heures des clauses : le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de cinq (5) % du montant forfaitaire en € HT non révisé par manquement constaté,
- **En cas de non-respect des attentes horaires (pour les lots 1,4, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13)** : le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de cinq (5) % du montant forfaitaire en € HT non révisé par manquement constaté.

ARTICLE 11. RESILIATION, SANCTIONS ET FIN DU CONTRAT

11.1. Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

11.2. Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

11.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

11.4. Redressement et liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire notifiera sans délai à l'acheteur le jugement instituant cette procédure. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, l'acheteur prononcera la résiliation du contrat sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

11.5. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille
Téléphone : 03 59 54 23 42
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr
Télécopie : 03 59 54 24 45
Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 12. ASSURANCES

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur. A défaut, le contrat pourra être résilié après mise en demeure préalable, dans les conditions de l'article 41.1 du CCAG.

ARTICLE 13. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD

Les prestations effectuées dans le cadre du marché devront respecter l'ensemble des normes françaises, européennes et internationales en vigueur lui correspondant.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

En complément de l'article 5.2 du CCAG-PI, il est précisé que lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé. A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public ;
- traiter les données conformément aux instructions de la C.C.I.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la C.C.I.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la C.C.I. de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de la C.C.I. ;
- prend toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D. ;
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de la C.C.I. ;
- mettre à la disposition de la C.C.I. toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de la C.C.I. ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 14. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
1.2	3.3
1.5	3.5.4
3.3	3.7.2
3.6.2	16.1.1.1, 16.1.1.2 et 16.1.5
4	4.1
6.5	40.1
7.4	12.1.2
8.3	41.2
10	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3